



Business Pôle Les Près  
22, rue Denis Papin  
59650 Villeneuve d'Ascq



KPMG S.A.  
36 Rue Eugène Jacquet – CS 75039  
59705 Marcq-en-Barœul

## Association Institut Catholique de Lille

### Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Forvis Mazars SA  
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à  
directoire et conseil de surveillance  
Siège social : 61, rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense Cedex  
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.  
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat  
aux comptes à directoire et conseil de surveillance  
Siège social : Tour Egho – 2 avenue Gambetta – 92066  
Paris la Défense Cedex  
Capital de 5 497 100 euros – RCS Nanterre 775 726 417

## **Association Institut Catholique de Lille**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 60 Boulevard Vauban 59000 Lille

# **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

Aux membres du Conseil d'Administration de l'association Association Institut Catholique de Lille,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Association Institut Catholique de Lille relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

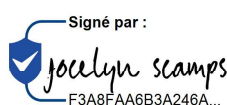
Villeneuve d'Ascq, le 18 décembre 2024

DocuSigned by:  
  
C7F859D552474E1...

Jean-Philippe Van Dijk  
Associé

KPMG S.A.

Marcq-en-Barœul, le 18 décembre 2024

Signé par :  
  
F3A8FAA6B3A246A...

Jocelyn Scamps  
Associé

# RAPPORT FINANCIER

## INSTITUT CATHOLIQUE DE LILLE

### 2023/2024



# SOMMAIRE

<b>1 – PRESENTATION</b>	<b>ICL</b>	<b>3</b>
<b>2 – SITUATION FINANCIERE – BILAN et COMPTE DE RESULTAT</b>		<b>6</b>
<b>3 – ANNEXE DES COMPTES ANNUELS</b>		<b>11</b>

# PRESENTATION ICL

## **OBJET SOCIAL :**

**L'Institut Catholique de Lille, « ICL », fondé le 28 octobre 1875 suivant la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur, incorporée depuis lors dans le titre III du code de l'éducation, est une association reconnue d'utilité publique.**

Les membres de l'Association I.C.L. sont des personnes physiques bénévoles. Ils siègent au Conseil d'Administration. Il n'est pas perçu de cotisation des membres. Les fonctions de Président et de Vice-Présidents ne sont pas rémunérées ; elles sont incompatibles avec toute activité rémunérée au sein de l'ICL, ou dans tout organisme sous son contrôle.

En vertu de ses statuts, l'Institut Catholique de Lille a pour but « en tous pays, l'enseignement universitaire de toutes disciplines théologiques, scientifiques, professionnelles, culturelles, sanitaires, médico-sociales et toutes activités qui en permettent le progrès et le développement ou en sont le complément, telles que notamment :

- la formation initiale et continue,
- la recherche scientifique et technique,
- la valorisation et le transfert de ses résultats,
- les études et les conseils,
- la diffusion de la culture, de l'information scientifique et technique, et de l'innovation,
- la coopération internationale,
- l'interculturalité,
- l'ouverture humaine et sociale ».

## **NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES :**

L'Institut Catholique de Lille est composé en 2024 de 6 établissements autonomes :

- **Les Facultés (ICL LES FACULTES)**, regroupant le siège de l'association, les cinq facultés (FD, FGES, FLSH, FMMS, FT), les écoles U SCHOOL et ESPOL, l'unité de recherche ETHICS.
- **L'Institut Etienne Leclercq (IEL)**, Dispositif Institut Thérapeutique Éducatif et Pédagogique (DITEP), sous tutelle de l'Agence Régionale de Santé (ARS).
- **L'Établissement du Portage Immobilier Hospitalier (EPIH)** qui assure le portage des immeubles du secteur sanitaire, à savoir les hôpitaux Saint-Philibert et Saint-Vincent-de-Paul.
- **L'École des Sciences de la Société (ESSLIL)** anciennement le Groupement des Ecoles Santé Social (GESS).
- **L'École Piktura** anciennement l'école Pôle IIID, école de l'image formant aux métiers de l'animation 2D, 3D, et du Jeu Vidéo.
- **L'Espace Campus 4.0** (TechShop de Lille), espace de fabrication collaboratif.



Les comptes administratifs de chacun de ces établissements sont établis selon les nomenclatures comptables adaptées aux spécificités, notamment au secteur sanitaire et social privé associatif à but non lucratif.

Ces comptes sont audités séparément par les Commissaires aux Comptes et sont approuvés par le Conseil d'Administration. Ils sont ensuite combinés et globalisés au niveau de l'Association Institut Catholique de Lille selon les règles du Plan Comptable Général ; l'élaboration de ces comptes combinés nécessite d'effectuer un certain nombre d'opérations de retraitements comptables et administratifs des entités soumises aux plans comptables spécifiques.

Ces comptes font l'objet de rapports par les Commissaires aux comptes et d'une approbation par le Conseil d'Administration.

Cette autonomie entre les 6 établissements (Les Facultés, Institut Etienne Leclercq, EPIH, ESSLIL, PIKTURA, EC4) se caractérise par une gestion budgétaire et financière distincte, étroitement contrôlée par trois commissions du Conseil d'Administration (Commission ESR, Commission Santé, et Comité d'audit) et par le Conseil d'Administration qui veillent de façon responsable, aux équilibres comptables et financiers de chacune des entités économiques et au global de l'Institut Catholique de Lille dans le cadre des orientations stratégiques.

Par ailleurs, les budgets et les comptes de l'Institut Etienne Leclercq sont contrôlés par l'Agence Régionale de Santé, autorité de tutelle.

# SITUATION FINANCIERE

**BILAN ACTIF****Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024**

ACTIF	Brut	Amortissement	Net N	Net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit	1 527 610	1 527 610		
Concessions, brevets et droits similaires	1 547 251	996 714	550 537	485 796
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Total immobilisations incorporelles</b>	<b>3 074 861</b>	<b>2 524 324</b>	<b>550 537</b>	<b>485 796</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	6 062 153	143 157	5 918 996	5 909 893
Constructions	119 487 525	43 876 150	75 611 375	76 589 091
Installations techniques, mat. et outillage industriels	27 361 970	14 390 639	12 971 332	14 042 920
Autres immobilisations corporelles	15 323 103	8 313 018	7 010 084	5 257 809
Immobilisations corporelles en cours	2 566 126	167 285	2 398 841	754 794
Avances et acomptes	10 116		10 116	6 635
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>170 810 993</b>	<b>66 890 249</b>	<b>103 920 744</b>	<b>102 561 143</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	82 875 996	5 381	82 870 615	68 571 533
Autres titres immobilisés	820 829	121 177	699 652	699 652
Prêts	172 335	8 318	164 016	157 568
Autres immobilisations financières	1 613 031	7 071	1 605 960	1 378 433
<b>Total immobilisations financières</b>	<b>85 482 190</b>	<b>141 947</b>	<b>85 340 243</b>	<b>70 807 186</b>
<b>Total Immobilisations</b>	<b>259 368 044</b>	<b>69 556 520</b>	<b>189 811 525</b>	<b>173 854 125</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en cours	184 353		184 353	184 226
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	60 078 643	689 483	59 389 160	55 755 715
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	16 197 936	571 970	15 625 965	15 893 502
Valeurs mobilières de placement	3 089 744	18 716	3 071 027	2 663 984
Disponibilités	46 264 395		46 264 395	38 666 934
Charges constatées d'avance	2 900 648		2 900 648	2 081 621
<b>Total Actif Circulant et compte de régularisation</b>	<b>128 715 718</b>	<b>1 280 170</b>	<b>127 435 548</b>	<b>115 245 981</b>
<b>Total général</b>	<b>388 083 762</b>	<b>70 836 689</b>	<b>317 247 073</b>	<b>289 100 106</b>

**BILAN PASSIF****Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024**

PASSIF	Net N	Net N-1
<b>Fonds propres</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 730 303	1 730 303
Fonds propres complémentaires	35 713 931	35 713 931
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation	143 495	143 495
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	11 009 891	10 999 891
Report à nouveau	4 089 588	3 838 730
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>1 039 016</b>	<b>401 542</b>
<b>Total situation nette</b>	<b>53 726 224</b>	<b>52 827 892</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	7 264 567	7 436 045
Provisions réglementées	32 584	32 584
<b>Total autres fonds associatifs</b>	<b>7 297 150</b>	<b>7 468 629</b>
<b>Total fonds propres</b>	<b>61 023 374</b>	<b>60 296 520</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	113 153	22 753
Fonds dédiés	11 827 940	7 545 325
Comptes de liaison		
<b>Total fonds reportés et dédiés</b>	<b>11 941 093</b>	<b>7 568 077</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	3 343 375	3 115 106
Provisions pour charges		
<b>Total Provisions pour risques et charges</b>	<b>3 343 375</b>	<b>3 115 106</b>
<b>Dettes</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	119 337 090	107 141 695
Emprunts et dettes financières divers	293 451	295 204
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 601 139	8 049 682
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	13 366 000	11 587 555
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 201 639	1 653 629
Autres dettes	6 982 935	3 577 160
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	92 156 977	85 815 479
<b>Total dettes et compte de régularisation</b>	<b>240 939 232</b>	<b>218 120 403</b>
<b>Total général</b>	<b>317 247 073</b>	<b>289 100 106</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024

	Net N	Net N-1
<b>Produits d'exploitation</b>		
Inscriptions, scholarités et frais accessoires	90 845 078	78 148 553
Travaux et conseils	988 873	990 996
Produits de tiers financeurs	31 734 258	28 278 916
Concours publics et subventions d'exploitation	29 122 283	25 328 095
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	93 320	50 552
<i>Dons manuels</i>	1 620	26 644
<i>Mécénats</i>		1 155
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	91 700	22 753
Contributions financières	2 518 655	2 900 269
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	3 765 536	3 499 926
Utilisations des fonds dédiés	1 084 742	346 889
Autres produits	11 554 856	11 099 185
<b>Total Produits d'exploitation (I)</b>	<b>139 973 345</b>	<b>122 364 465</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock	(127)	(68 942)
Autres achats et charges externes	42 295 549	39 542 017
Aides financières	3 313 446	1 914 590
Impôts, taxes et versements assimilés	2 340 412	2 158 920
Salaires et traitements	47 964 506	43 776 982
Charges sociales	20 252 267	17 964 697
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	8 983 890	7 816 272
Dotations aux provisions	2 029 713	2 261 731
Reports en fonds dédiés	5 457 758	1 101 121
Autres charges	4 383 783	4 137 474
<b>Total Charges d'exploitation (II)</b>	<b>137 021 199</b>	<b>120 604 862</b>
<b>Résultat d'exploitation (I - II)</b>	<b>2 952 146</b>	<b>1 759 603</b>
<b>Produits financiers :</b>		
De participation	937	238
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	6 626	
Autres intérêts et produits assimilés	1 792 317	346 913
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	132 312	4 696
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	13 767	2 977
<b>Total Produits financiers (III)</b>	<b>1 945 959</b>	<b>354 824</b>
<b>Charges financières :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	31 168	107 704
Intérêts et charges assimilées	3 345 231	2 299 426
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 319	1 615
<b>Total Charges financières (IV)</b>	<b>3 377 718</b>	<b>2 408 744</b>
<b>Résultat financier (III - IV)</b>	<b>(1 431 759)</b>	<b>(2 053 920)</b>
<b>Résultat courant avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>1 520 387</b>	<b>(294 317)</b>

**COMPTE DE RESULTAT – SUITE****Exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024**

	Net N	Net N-1
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	264 628	14 246
Sur opérations en capital	611 980	609 790
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	25 000	28 405
<b>Total Produits exceptionnels (V)</b>	<b>901 607</b>	<b>652 441</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	1 287 645	42 934
Sur opérations en capital	132 340	79 154
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		4 091
<b>Total Charges exceptionnelles (VI)</b>	<b>1 419 985</b>	<b>126 179</b>
<b>Résultat exceptionnel (V- VI)</b>	<b>(518 378)</b>	<b>526 262</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	(37 008)	(169 597)
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>142 820 911</b>	<b>123 371 730</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI +VII + VIII)</b>	<b>141 781 894</b>	<b>122 970 188</b>
<b>Excédent ou déficit</b>	<b>1 039 016</b>	<b>401 542</b>

# ANNEXE AUX COMPTES

## SOMMAIRE DE L'ANNEXE

<b>1. Présentation des comptes.....</b>	<b>14</b>
<b>2. Faits caractéristiques de l'exercice.....</b>	<b>14</b>
<b>3. Règles et méthodes comptables.....</b>	<b>15</b>
3.1 Méthodes générales.....	15
3.2 Règles comptables appliquées par l'association.....	16
3.3 Evénements postérieurs à la clôture.....	17
<b>4. Informations relatives au bilan actif.....</b>	<b>18</b>
4.1 Tableau de variation des immobilisations brutes.....	18
4.2 Tableau des amortissements et dépréciations d'immobilisations.....	18
4.3 Tableau des Filiales et titres de participations.....	19
4.4 Créances rattachées aux participations.....	20
4.5 Stocks.....	20
4.6 Créances de fonctionnement.....	20
4.7 Autres créances.....	21
4.8 Charges constatées d'avance.....	21
4.9 Produits à recevoir, factures à établir et charges à payer.....	21
<b>5. Informations relatives au bilan passif.....</b>	<b>22</b>
5.1 Fonds propres.....	22
5.2 Projets associatifs.....	23
5.3 Résultats et report à nouveau.....	23
5.4 Tableau des provisions pour risques et charges.....	24
5.5 Tableau des fonds dédiés.....	24
5.6 Dettes financières.....	25
5.7 Fournisseurs et comptes rattachés.....	26
5.8 Dettes fiscales et sociales.....	26
5.9 Autres dettes.....	26
5.10 Produits constatés d'avance.....	27



<b>6. Informations relatives au compte de résultat .....</b>	<b>28</b>
6.1 Produits de tiers financeurs : concours publics, subventions d'exploitation et contributions financières...28	
6.2 Transfert de charges .....	29
6.3 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun .....	29
6.4 Charges et produits financiers .....	29
6.5 Charges et produits exceptionnels.....	29
<b>7. Engagements hors bilan.....</b>	<b>30</b>
7.1 Engagement de retraite .....	30
7.2 Engagements sur dettes financières.....	30
7.3 Legs et donations en cours.....	32
7.4 Engagement reçu par la SCI 58 rue du Port .....	32
<b>8. Tableau des effectifs salariés.....</b>	<b>33</b>
<b>9. Autres informations .....</b>	<b>33</b>

## 1. Présentation des comptes

Les comptes de l'Institut Catholique de Lille clos au 31/08/2024 couvrent l'exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024 (12 mois) et regroupent ceux :

- de l'établissement « Les Facultés »,
- de l'Institut Etienne Leclercq,
- de l'établissement du portage immobilier hospitalier (EPIH),
- de École des Sciences de la Société (ESSLIL),
- de Piktura,
- de l'Espace Campus 4.0, dénommé TECHSHOP.

Les comptes de l'exercice clos le 31/08/2024 font ressortir :

- Un bénéfice global de 1 039 016 € dont 490 572€ sous contrôle de tiers financeur, soit un résultat définitivement acquis de + 548 445 €.
- Un total bilan de 317 247 073 €.

## 2. Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

### ICL FACULTES :

- Intégration de l'INSTITUT EUROPEEN POLYTECHNIQUE D'ASSURANCES (IEPA) au 01/01/2024 par une transmission universelle du patrimoine.
- Souscription d'un emprunt à hauteur de 14.160 M€ auprès de la banque des territoires, les fonds ont été apportés en compte courant d'associé à la SCI du Université Catholique de Lille afin de financer l'acquisition d'immeubles sur le campus Vauban (13 rue de Toul, 1 /3/5 Rue Norbert Segard)
- Dénonciation de l'option TVA par la SCI UCL sur les immeubles 13 Rue de Toul, 1 et 3 Rue Norbert Segard. Versement des fonds correspondant par l'Institut Catholique de Lille pour 1.260.000 euros.

### EPIH :

- Poursuite des investissements dans le cadre du schéma directeur immobilier de l'hôpital Saint-Philibert.

### INSTITUT ETIENNE LECLERCQ :

- Versement, fin décembre 2023, d'un deuxième Crédit Non Reconductible d'un montant de 2.811.561€ fléché sur les travaux envisagés sur le site, Rue d'Hem à Croix.
- Décision de l'ARS en date du 19/07/23, de fusion et d'extension de l'ITEP et du SESSAD. Changement d'agrément sur le nombre d'enfants accueillis (119 à 128).

### **3. Règles et méthodes comptables**

#### **3.1 Méthodes générales**

Les règlements ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC n°2020-08 et ANC 2019-04 s'appliquent aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020. Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06 et 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation, de séparation des exercices, des coûts historiques et de permanence des méthodes.

#### **Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

#### **Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

#### **Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

#### **Principale méthode comptable**

Les comptes présentés appliquent la méthode « de référence » suivante qualifiée ainsi par le règlement 2018-06 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

## 3.2 Règles comptables appliquées par l'association

### Informations relatives aux postes du bilan

#### Immobilisations corporelles et incorporelles :

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) par composants, et amorties selon leur durée de vie économique. Les durées d'amortissement sont fonction de la nature des biens immobilisés.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

#### Durées d'amortissement des immobilisations pratiquées :

##### **IMMEUBLE PAR COMPOSANT**

Composants	Durée	Désignation
1	50 ans	VRD, espaces verts
2	50 ans	Gros œuvres, toiture, enduits, chape, station épuration
3	50 ans	Menuiseries extérieures, miroiterie
4	30 ans	Menuiseries intérieures, cloisons, volets roulants, anti X, portes basculantes
5	30 ans	Sols durs
6	15 ans	Plafonds suspendus, protection portes
7	20 ans	Paillasse
8	10 ans	Serrurerie, stores, dépoli
9	30 ans	Réseaux eaux/évacuation
10	20 ans	Sols souples
11	10 ans	Signalisation routière, signalisation verticale intérieure
12	10 ans	Peinture, éclairages extérieurs
13	10 ans	Travaux de sécurité
14	30 ans	Étanchéité
16	20 ans	Chauffage, génie climatique
17	20 ans	Électricité, Gaz, câblage informatique
18	20 ans	Plomberie, Gaz médicaux
19	20 ans	Ascenseurs
20	15 ans	Aménagement des sanitaires

##### **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Logiciels 3 à 5 ans

##### **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Installation complexe spécialisée 5 à 7 ans  
matériel serv médicaux et médico techniques 5 ans  
Matériel et outillage hospitalier 5 ans  
Matériel de transport 5 ans  
Matériel de bureau 4 à 10 ans  
Matériel informatique 3 à 5 ans  
Mobilier de bureau 5 à 10 ans

Sont comptabilisés dans le poste fonds commercial les éléments incorporels du fonds de commerce acquis qui ne font pas l'objet d'une évaluation et d'une comptabilisation séparées au bilan et qui concourent au maintien et au développement du potentiel d'activité de l'entité.

Les fonds commerciaux sont valorisés à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation a été constatée sur le fonds commercial détenu par Piktura d'un montant de 1 527 610 € en raison de performances inférieures aux prévisions.

#### Immobilisations financières :

Les immobilisations financières sont comptabilisées au prix d'achat. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Valeurs mobilières de placement :

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'entrée. Elles sont valorisées selon la méthode du « Premier Entré Premier Sorti ». Une provision pour dépréciation est calculée lorsque la valeur d'inventaire à la clôture est inférieure au coût d'acquisition

#### Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectée par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

#### Provisions pour risques et charges :

L'association constitue des provisions afin de couvrir les charges potentielles afférentes aux risques et litiges nés antérieurement à la clôture.

#### Produits :

Les bourses de l'année universitaire sont prises entièrement sur l'exercice, qui est calé sur l'année universitaire.

Les subventions, les facturations de contrats de recherche et autres produits sont repris en compte de résultat selon le principe de rattachement des produits aux charges et en fonction de l'avancement des différents projets.

### **3.3 Événements postérieurs à la clôture**

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice 2024.

## 4. Informations relatives au bilan actif

### 4.1 Tableau de variation des immobilisations brutes

Immobilisations	Montant début 2024	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2024
Fond commercial	1 527 610			1 527 610
Autres immobilisations incorporelles	5 678 841	264 242	4 395 832	1 547 251
<b>Total des immobilisations incorporelles</b>	<b>7 206 451</b>	<b>264 242</b>	<b>4 395 832</b>	<b>3 074 861</b>
Terrains	6 059 573	17 226	14 646	6 062 153
Constructions	116 617 589	2 871 968	2 032	119 487 525
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	5 431 142	350 425	2 947 095	2 834 471
Installations générales, agencements divers	25 608 543	1 215 025	2 655 791	24 167 778
Matériel de transport	358 116	1 756	150	359 722
Autres immobilisations corporelles	14 470 275	3 502 594	2 649 766	15 323 103
Immobilisations en cours	922 079	2 193 147	549 100	2 566 126
Avances et acomptes	6 635	10 116	6 635	10 116
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>169 473 952</b>	<b>10 162 257</b>	<b>8 825 215</b>	<b>170 810 993</b>
Immobilisations financières	71 059 207	14 545 509	122 525	85 482 190
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>247 739 610</b>	<b>24 876 489</b>	<b>13 248 053</b>	<b>259 368 044</b>

### 4.2 Tableau des amortissements et dépréciations d'immobilisations

Amortissements	Montant début 2024	Augmentations	Diminutions	Montant fin 2024
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>5 193 045</b>	<b>199 501</b>	<b>4 395 832</b>	<b>996 714</b>
Immobilisations corporelles				
Terrains	113 776	8 124	14 646	107 253
Constructions	40 028 498	3 847 652		43 876 150
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	4 672 700	352 268	2 947 209	2 077 759
Installations générales, aménagements divers	12 440 421	2 250 310	2 655 788	12 034 943
Matériel de transport	241 759	36 327	150	277 937
Autres immobilisations corporelles	9 212 467	1 772 479	2 671 927	8 313 018
<b>Total des immobilisations corporelles</b>	<b>66 709 620</b>	<b>8 267 160</b>	<b>8 289 721</b>	<b>66 687 060</b>
<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>71 902 665</b>	<b>8 466 661</b>	<b>12 685 552</b>	<b>67 683 773</b>

Dépréciations	Montant début 2024	Dotations	Reprises	Montant fin 2024
Provisions pour dépréciation sur immobilisations	1 982 820	12 452	122 525	1 872 746

### 4.3 Tableau des Filiales et titres de participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS au 31/08/2024	Capital social de la filiale	Capitaux propres (autres que capital)	Quote part du capital détenue en %	Valeur comptable		C.A. H.T. du dernier résultat écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Exercice concerné	Obs
				Brute	Nette				
GCS GHICL	906 075	17 438 499	97,61%	884 413	884 413	352 503 686	-3 263 182	31/12/2023	(1) (2)
SCI 58 rue du Port	2 901	6 752 817	100,00%	7 639 258	7 639 258	1 750 515	528 050	31/08/2024	(1) (2)
SCI St Martin	2 200 000	634 379	6,82%	150 000	150 000	38 093	1 795 983	31/08/2024	(1) (2)
SCI Héritiers Paul Brame	827	641 388	100,00%	821 656	700 479	467 957	367 340	31/12/2023	(1) (2)
SCI Maison d'Eglise	3 700 000	-2 105 432	18,92%	700 000	700 000	0	-150 196	31/08/2024	(1) (2)
SCI 270 rue Nationale	501 000	-675 179	99,95%	500 770	500 770	1 386 046	149 113	31/08/2024	(1) (2)
SCI EHPAD Capinghem	819 200	2 993 617	60,01%	491 600	491 600	1 219 421	-149 796	31/12/2023	(1) (2)
SCI de la Rue de la Digue	289 750	3 688 014	10,53%	286 991	286 991	665 937	-130 418	31/08/2024	(1) (2)
SCI de l'UCL	22 925	19 459 272	41,58%	29 186 798	29 186 798	7 017 095	1 236 996	31/08/2024	(1) (4)
SCI Maison des Flandres CIL	NC	NC	NC	381	0	NC	NC		(1) (2)
SAS Humanité	150 000	428 017	100,00%	150 000	150 000	0	-3 157	31/12/2023	(1) (2)
SAS Les Philiberts	50 000	-950	100,00%	50 000	50 000	0	-155	31/08/2023	(1) (2)
SCI Sainte Marie	1 000	-429 174	90,00%	900	900	121 046	19 374	31/12/2023	(1) (2)
SCIC WORK'LYS	52 900	11 092	9,45%	5 000	0	56 773	-26 890	31/12/2021	(1) (2)
SCI Phosphore	10 000	-74 996	90,00%	9 000	9 000	59 844	-10 207	31/08/2024	(1) (2)
SCI Saint-Vincent de Paul	1 000	274 117	90,00%	900	900	818 340	493 594	31/12/2023	(1) (2)
SCIC Game IN Lab (PIIID)	29 650	38	16,86%	5 000	5 000	236 282	28 294	31/12/2022	(1) (2)
SCI Vaisseau	100 000	-1 120 986	99,00%	99 000	99 000	1 525 529	-921 571	31/08/2024	(1) (3)
SCI CHATELLENIE	10 000	24 855	1,00%	100	100	92 890	24 415	31/08/2024	(1) (2)
SAS LA FONCIERE	90 000	0	10,00%	10 000	10 000				
Parts sociales banques mutualistes				28 162	28 162				
<b>TOTAL</b>				<b>41 019 929</b>	<b>40 893 371</b>				

(1) Derniers états financiers arrêtés.

(2) Aucun prêt ou avance n'a été consenti à l'entité, ni aucune caution ou aval.

(3) Un prêt a été accordé à la SCI Vaisseau (point 4.4 suivant)

(4) un prêt a été accordé à la SCI UCL (point 4.4 suivant)

#### 4.4 Créances rattachées aux participations

CREANCES RATTACHEES AUX PARTICIPATION	31/08/2023	31/08/2024	Variation
<b>SCI VAISSEAU :</b> Créance liée à la souscription de l'emprunt à la Banque des Territoires. Le remboursement s'effectue à la même périodicité que les intérêts et l'emprunt. La dernière échéance est prévue le 01/11/2074.	28 373 152	28 509 353	136 202
<b>SCI DE L'UCL :</b> Créance liée à la souscription de l'emprunt à la Banque des Territoires. Le remboursement s'effectue à la même périodicité que les intérêts et l'emprunt. La dernière échéance est prévue le 18/11/2054.	0	14 167 541	14 167 541
<b>TOTAL</b>	<b>28 373 152</b>	<b>42 676 894</b>	<b>14 303 743</b>

#### 4.5 Stocks

STOCKS	31/08/2023	Stockage	Déstockage	31/08/2024
ICL Les Facultés	141 036	136 512	141 036	136 512
ESPACE CAMPUS 4.0	43 190	47 841	43 190	47 841
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>184 226</b>	<b>184 353</b>	<b>184 226</b>	<b>184 353</b>

#### 4.6 Créances de fonctionnement

ETAT DES CREANCES DE FONCTIONNEMENT	Montant brut	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Montant net
ESPACE CAMPUS 4.0	80 119	<b>7 274</b>	2 805	77 314
ICL - ESSLIL	163 199	<b>23 635</b>	32 848	130 351
ICL - PIKTURA	2 169 969		-	2 169 969
ICL Les Facultés	56 275 431	<b>390 613</b>	650 964	55 624 467
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	-		-	-
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	1 389 925		2 867	1 387 058
Elimination comptes intra-ICL	-			-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>60 078 643</b>	<b>421 522</b>	<b>689 483</b>	<b>59 389 160</b>

Les créances de fonctionnement de l'ICL LES FACULTÉS sont principalement composées de créances étudiantes.



## 4.7 Autres créances

ETAT DES AUTRES CREANCES	Montant brut	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Montant net
ESPACE CAMPUS 4.0	106 630		-	106 630
ICL - ESSLIL	133 967	-	-	133 967
ICL - PIKTURA	645 176	-	-	645 176
ICL Les Facultés	12 288 949	-	571 970	11 716 979
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	2 750 158		-	2 750 158
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	431 352		-	431 352
Elimination comptes intra-ICL	- 158 296			- 158 296
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 197 935</b>	<b>-</b>	<b>571 970</b>	<b>15 625 965</b>

## 4.8 Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	31/08/2024
ESPACE CAMPUS 4.0	14 824
ICL - ESSLIL	8 291
ICL - PIKTURA	24 067
ICL Les Facultés	2 791 029
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	60 110
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	2 326
<b>TOTAL</b>	<b>2 900 648</b>

## 4.9 Produits à recevoir, factures à établir et charges à payer

31/08/2024	Charges à payer (fournisseurs, personnel, état, etc.)	Factures à établir	Produits à recevoir
ESPACE CAMPUS 4.0	- 111 138	150	57 305
ICL - ESSLIL	- 441 267	55 622	214 138
ICL - PIKTURA	- 258 901	3 510	238 275
ICL Les Facultés	- 13 349 703	4 652 955	13 299 198
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	- 341 595	-	2 725 163
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	-	308 818	739 036
Elimination comptes intra-ICL	-		-
<b>TOTAL</b>	<b>- 14 502 604</b>	<b>5 021 055</b>	<b>17 273 115</b>

## 5. Informations relatives au bilan passif

### 5.1 Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan Comptable Général des associations.

FONDS PROPRES	A	B	E	C	D	H = somme A à E
	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat de l'exercice précédent 2022/2023	Reprise IEPA	Résultat de l'exercice clos 2023/2024	Variation nette des subventions d'investissements et Provisions réglementées	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	37 444 234					37 444 234
Ecart de réévaluation	143 495					143 495
Fonds d'investissement	534 464					534 464
Réserves libres	9 701 789		10 000			9 711 789
Réserves pour projet sous gestion contrôlée (IEL)	764 020					764 020
Report à nouveau sans contrôle des tiers financeurs	1 730 484	101 296	-150 684			1 681 096
Report à nouveau sous gestion contrôlée (IEL)	2 107 863	300 246				2 408 110
Résultat de l'exercice	401 542	-401 542	-23 978	1 039 016		1 039 016
Subventions d'investissements sur biens renouvelables	7 436 045				-171 478	7 264 567
Provisions réglementées	32 584				0	32 584
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>60 296 519</b>	<b>0</b>	<b>-164 662</b>	<b>1 039 016</b>	<b>-171 478</b>	<b>61 023 374</b>

Les fonds associatifs sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation ou l'apport de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique.

#### Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité

Les réserves de l'ICL sont libres hormis les réserves sous contrôle de tiers financeurs de l'Institut Etienne Leclercq, affectées à des « projets de l'entité » au service de différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité.

#### Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie. A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribué à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention. Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés. Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-

part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan.

## 5.2 Projets associatifs

PROJETS ASSOCIATIFS	A	C	B	D	E =A+B-C-D
	Solde au début de l'exercice	Apports	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
<b>Réserve :</b>					
Projet Associatif "Excellence Partagée"	44 699				44 699
<b>TOTAL</b>	<b>44 699</b>			<b>0</b>	<b>44 699</b>

## 5.3 Résultats et report à nouveau

### 5.3.1 Affectation du résultat de l'exercice précédent

	Résultat de l'exercice précédent	Affectation en RAN	Report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs
ESPACE CAMPUS 4.0	-258 382	-258 382	
ICL - ESSLIL	37 267	37 267	
ICL - PIKTURA	-726 752	-726 752	
ICL Les Facultés	1 049 703	1 049 703	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	297 742	-2 505	300 246
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	1 964	1 964	
<b>TOTAL ICL</b>	<b>401 542</b>	<b>101 296</b>	<b>300 246</b>

### 5.3.2 Explicatif du résultat de l'exercice

Explicatif du résultat de l'exercice :	TOTAL
Résultat 2024	1 039 016
Résultat 2024 sous contrôle de tiers financeurs (IEL) :	490 572
Résultat comptable définitivement acquis :	548 445

### 5.3.3 Report à nouveau définitivement acquis

Report à nouveau : 4 089 588 €

Dont report à nouveau sous contrôle des tiers financeurs (IEL) : 2 408 110 €

Autres reports à nouveau : 1 697 996 €

## 5.4 Tableau des provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges	31/08/2023	Dotations	Reprises utilisées	31/08/2024
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
<b>ICL Les Facultés</b>	<b>3 041 606</b>	<b>2 029 713</b>	<b>1 801 445</b>	<b>3 269 875</b>
- Départs RH	555 441	600 050	555 441	600 050
- Retraites ecclésiastiques	797 638	18 412	126 004	690 047
- Autres risques	1 688 527	1 411 251	1 120 000	1 979 778
<b>INSTITUT ETIENNE LECLERCQ</b>	<b>38 500</b>			<b>38 500</b>
<b>ICL - PIKTURA</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>ICL - ESSLIL</b>	<b>35 000</b>			<b>35 000</b>
<b>TOTAL Provisions pour Risques et Charges</b>	<b>3 115 106</b>	<b>2 029 713</b>	<b>1 801 445</b>	<b>3 343 375</b>

Les clercs qui enseignent ou qui ont enseigné pendant un certain temps bénéficient d'un complément de retraite versé par l'ICL. Une provision pour pensions de retraite à verser aux ecclésiastiques est constituée depuis l'exercice 1986/1987. L'engagement s'élève à 690 K€ au 31/08/2024.

## 5.5 Tableau des fonds dédiés

Fonds dédiés	31/08/2023	Dotations	Reprises utilisées	31/08/2024
<b>ICL Les Facultés</b>	<b>2 484 842</b>	<b>2 425 033</b>	<b>1 053 110</b>	<b>3 856 765</b>
Fonds dédiés CVEC	880 559	718 329	356 658	1 242 230
Fonds dédiés/subv fonctionnement	1 352 014	1 633 223	690 963	2 294 273
Fonds dédiés/dons manuels affectés	223 253	15 945	3 560	235 638
Fonds dédiés Maison Meteren, ch propriét	29 016		1 928	27 088
Autres Fonds dédiés	-	57 536	-	57 536
<b>INSTITUT ETIENNE LECLERCQ</b>	<b>5 007 839</b>	<b>2 838 860</b>	<b>31 632</b>	<b>7 815 067</b>
Fonds dédiés/ investissement	4 882 549	2 811 561	7 216	7 686 895
Fonds dédiés / subv affectés	125 290	27 299	24 416	128 172
<b>ICL - PIKTURA</b>	<b>33 143</b>	<b>83 625</b>	<b>-</b>	<b>116 768</b>
Fonds dédiés CVEC	33 143	20 147		53 290
Fonds dédiés/subv fonctionnement		63 478		63 478
<b>ICL - ESSLIL</b>	<b>19 500</b>	<b>19 840</b>	<b>-</b>	<b>39 340</b>
Fonds dédiés CVEC	19 500	19 840		39 340
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 545 325</b>	<b>5 367 358</b>	<b>1 084 742</b>	<b>11 827 940</b>

Dont fonds dédiés sans évolution depuis 2 ans pour un montant de 247K€.

## 5.6 Dettes financières

DETTE FINANCIERE	31/08/2024	31/08/2023	VARIATION
<b>ICL - Etb Portage ImmobilierHospita</b>			
. Total début exercice	58 773 546	55 707 826	3 065 719
. Emprunts reçus	1 388 867	5 961 133	-4 572 266
. Remboursements	-3 105 999	-2 895 414	-210 586
	57 056 413	58 773 546	-1 717 133
. Intérêts courus	308 818	292 564	16 254
<b>TOTAL EPIH</b>	<b>57 365 231</b>	<b>59 066 110</b>	<b>-1 700 879</b>
<b>INSTITUT ETIENNE LECLERCQ</b>			
. Total début exercice	712 391	782 875	-70 484
. Emprunts reçus	0	0	0
. Remboursements	-71 431	-70 484	-947
	640 961	712 391	-71 431
. Intérêts courus	386	430	-44
<b>TOTAL INSTITUT ETIENNE LECLERCQ</b>	<b>641 347</b>	<b>712 821</b>	<b>-71 475</b>
<b>ICL Les Facultés</b>			
. Total début exercice	41 351 093	13 717 454	27 633 639
. Emprunts reçus	15 056 166	29 957 755	-14 901 589
. Remboursements	-2 409 454	-2 324 116	-85 338
	53 997 806	41 351 093	12 646 712
. Intérêts courus	343 242	200 395	142 847
<b>TOTAL ICL LES FACULTES</b>	<b>54 341 048</b>	<b>41 551 489</b>	<b>12 789 559</b>
<b>ICL - PIKTURA</b>			
. Total début exercice	1 521 094	1 734 733	-213 638
. Emprunts reçus	150 000	310 000	-160 000
. Remboursements	-598 575	-523 638	-74 936
	1 072 520	1 521 094	-448 575
. Intérêts courus	722	832	-110
<b>TOTAL POLE 3D</b>	<b>1 073 242</b>	<b>1 521 926</b>	<b>-448 684</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			
. Total début exercice	102 358 125	71 942 888	30 415 237
. Emprunts reçus	16 595 033	36 228 889	-19 633 856
. Remboursements	-6 185 459	-5 813 652	-371 807
	112 767 699	102 358 125	10 409 575
. Intérêts courus	653 168	494 221	158 947
<b>TOTAL DES EMPRUNTS</b>	<b>113 420 867</b>	<b>102 852 345</b>	<b>10 568 522</b>
<b>DECOUVERT BANCAIRE</b>	<b>5 916 223</b>	<b>4 289 349</b>	<b>1 626 873</b>
<b>CAUTIONS RECUS</b>	<b>293 451</b>	<b>296 549</b>	<b>-3 098</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>119 630 541</b>	<b>107 438 244</b>	<b>12 192 297</b>

### 5.7 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs sont à caractère d'exploitation et à échéance inférieure à un an. Le poste est composé des dettes par établissement comme suit :

ETAT DES DETTES FOURNISSEURS	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ESPACE CAMPUS 4.0	88 583	88 583	
ICL - ESSLIL	56 626	56 626	
ICL - PIKTURA	238 374	238 374	
ICL Les Facultés	6 022 814	6 022 814	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	194 743	194 743	
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	-	-	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 601 139</b>	<b>6 601 139</b>	<b>-</b>

### 5.8 Dettes fiscales et sociales

Elles correspondent principalement aux provisions congés payés, aux charges sociales et fiscales sur salaires à régler au 31/08/2024, ainsi qu'aux avis de taxes foncières et à la TVA collectée sur les encaissements non encore exigible. Les échéances sont à moins d'un an. Le poste est composé des dettes par établissement comme suit :

ETAT DES DETTES FISCALES ET SOCIALES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ESPACE CAMPUS 4.0	166 349	166 349	
ICL - ESSLIL	216 529	216 529	
ICL - PIKTURA	157 361	157 361	
ICL Les Facultés	11 154 844	11 154 844	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	570 317	570 317	
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	1 100 601	1 100 601	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>13 366 000</b>	<b>13 366 000</b>	<b>-</b>

### 5.9 Autres dettes

Les autres sont constituées essentiellement des clients créditeurs, des comptes courants avec d'autres entités de l'Université Catholique de Lille, ainsi que des comptes de liaison entre les établissements de l'ICL, éliminés dans ces comptes annuels combinés.

ETAT DES AUTRES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ESPACE CAMPUS 4.0	60 622	60 622	
ICL - ESSLIL	414 930	414 930	
ICL - PIKTURA	10 732	10 732	
ICL Les Facultés	5 766 263	5 766 263	
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	499 419	499 419	
ICL - Etb Portage ImmobilierHospita	389 265	389 265	
Elimination comptes intra-ICL	- 158 295	- 158 295	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>6 982 935</b>	<b>6 982 935</b>	<b>-</b>

## 5.10 Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	31/08/2024
<b>ICL Les Facultés</b>	
Scolarités	76 151 375
Subventions	9 632 121
Taxe d'apprentissage	90 643
	85 874 139
<b>ICL - PIKTURA</b>	
Scolarités	3 187 176
Divers	28 374
	3 215 550
<b>ICL - ESSLIL</b>	
Subventions	451 875
Scolarités	6 715
Taxe d'apprentissage	
	458 590
<b>ICL - Etb Portage ImmobilierHospita</b>	
Divers	0
	0
<b>ESPACE CAMPUS 4.0</b>	
Subventions	35 466
Divers	8 500
	43 966
<b>INSTITUT ETIENNE LECLERCQ</b>	
Subventions	2 564 732
	2 564 732
<b>TOTAL</b>	<b>92 156 977</b>

## 6. Informations relatives au compte de résultat

### 6.1 Produits de tiers financeurs : concours publics, subventions d'exploitation et contributions financières

#### Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire, par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

#### Subventions

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

#### Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité,



- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

## Aides financières

Les aides financières comprennent les aides financières octroyées et les quotes-parts de générosité reversées. Une aide financière est :

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

## Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation comptabilisées sur l'exercice, et non les charges financières ni les charges exceptionnelles, peuvent être affectées à l'utilisation des fonds pour des projets définis.

## Contributions volontaires en nature du compte de résultat

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes,
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état,
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature car la nature et l'importance des contributions volontaires en nature ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

## 6.2 Transfert de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 1 553 K€ sur l'exercice 2024 dont 1 098 K€ au titre de la refacturation de la taxe foncière de l'établissement EPIH au GCS GHICL. Sur l'exercice passé, ils étaient de 1 362 K€ dont 1 082 K€ de refacturation de taxe foncière.

## 6.3 Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Les quote-part sur opération faites en commun étaient de 243 K€ à la clôture N-1, elles s'élèvent à 384 K€ au 31/08/2024.

## 6.4 Charges et produits financiers

Les charges financières s'élèvent à 3 377 718 € contre 2 408 744 € sur l'exercice N-1. Elles se composent essentiellement d'intérêts d'emprunts.

Les produits financiers s'élèvent à 1 945 959 € contre 354 824 € pour l'exercice précédent. Ils se composent essentiellement de la refacturation d'intérêts d'emprunts à la SCI Vaisseau et à la SCI UCL.

## 6.5 Charges et produits exceptionnels

Le poste « Sur opérations en capital » comprend la quote-part annuelle des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice dans la mesure où notre entité a choisi la comptabilisation des subventions d'investissement acquises dans les fonds propres et la reprise de celles-ci dans le compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés.

Les charges exceptionnelles sur l'exercice 2024 s'élèvent à 1 419 985 € et sont composées principalement du Reversement de la TVA par la SCI UCL.

Les produits exceptionnels s'élèvent à 901 607 € sur l'exercice 2024 et sont constitués principalement d'éléments de cession, et des quote-part de subventions d'investissement virées au résultat comme sur l'exercice précédent.

## 7. Engagements hors bilan

### 7.1 Engagement de retraite

Les personnels salariés des différents établissements de l'Institut Catholique de Lille bénéficient des régimes sociaux prévus par les conventions collectives qui leur sont propres.

Aucune provision, hormis les provisions pour pensions de retraite des Ecclésiastiques, n'a été constatée dans les comptes clos au 31 août 2024 au titre des indemnités de départ en retraite des salariés.

Une estimation de la valeur actuelle des engagements de départ en retraite de l'ensemble du personnel a été effectuée de façon homogène dans les 5 établissements selon « la méthode des unités de crédits projetées avec salaire de fin de carrière » par un prestataire extérieur.

Les chiffres repris ci-dessous correspondent à l'engagement au 31/08/2024.

Hypothèses retenues	ICL LES FACULTES	POLE IIID	ESPACE CAMPUS 4.0	INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	GESS
Taux d'actualisation	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%
Taux d'évolution des salaires	3,26%	3,26%	3,26%	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	45,70%	45,70%	45,70%	50,63%	46,00%
Age départ à la retraite	64 ans	64 ans	64 ans	64 ans	64 ans
<b>Passif social "IFC"</b>					
31/08/2023	9 013 520 €	164 220 €	60 086 €	557 381 €	390 432 €
31/08/2024	9 359 922 €	164 939 €	63 935 €	595 850 €	410 117 €
<b>Variation</b>	<b>346 402</b>	<b>719</b>	<b>3 849</b>	<b>38 469</b>	<b>19 685</b>
<b>* Dont contrat souscrit</b>	<b>1 030 000</b>				

### 7.2 Engagements sur dettes financières

Solde des emprunts garantis par hypothèques	31/08/2024	31/08/2023	Variation
E.P.I.H.	8 662 412	10 356 974	-1 694 562

Tout d'abord, une hypothèque de 1<sup>er</sup> rang, sur l'ensemble immobilier et le terrain, a été apportée par l'I.C.L. en contrepartie du cautionnement accordé à hauteur de 40% par la Ville de Lille au profit de DEXIA pour les trois emprunts destinés au financement de l'extension de l'Hôpital St Vincent-de-Paul par EPIH.

- Emprunts de 2000 à 2002 : durées 30 et 20 ans
- Capital emprunté à l'origine : 43.143.071,88 €
- Garantie 40% limitée à 17.257.228,75 €
- Fin de l'engagement : 2032

Ensuite, une hypothèque de 1<sup>er</sup> rang d'un montant de 1 300 000 € a été consentie par l'ICL au profit du C.I.C Nord-Ouest pour sureté et garantie du remboursement du prêt de 2 600 000 € pour le financement du parking de 145 places sis rue Martin Luther King 59160 Capinghem.

Couverture de Taux

Un contrat de SWAP de taux a été adossé à un prêt souscrit auprès de de la BNP Paribas : 1 000 000 € sur 15 ans au taux fixe de SWAP : 1.64 %.

Détail des Avals, cautions et garanties donnés

Avals, cautions et garanties donnés	31/08/2024	31/08/2023	Variation
2022 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt extension et construction d'amphithéâtre sur le campus Vauban Banque : CIC Emprunt de 4 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	4 000 000	4 000 000	0
2022 - SCI Saint Vincent de Paul Caution sur emprunt Travaux Phase 1 Halle St Vincent Banque : Société Générale Emprunt de 3,5 millions d'euros : durée : 25 ans / caution de 100%	3 447 626	3 500 000	-52 374
2022 - SCI Vaisseau Caution sur emprunt frais acquisition immeuble V-SO Banque : Société Générale Emprunt de 6,6 millions d'euros : durée : 25 ans / caution de 100%	6 600 000	6 600 000	0
2022 - SCI Vaisseau Caution sur emprunt frais acquisition immeuble V-SO + travaux Banque : CIC Emprunt de 14 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	14 000 000	14 000 000	0
2024 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt repris à la SCI TSO (rachat des immeubles JUNIA) Banque : BNP Paribas Emprunt de 2 millions d'euros : durée : 15 ans / caution de 100%	959 968	0	959 968
2024 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt repris à la SCI TSO (rachat des immeubles JUNIA) Banque : BNP Paribas Emprunt de 3,5 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	1 638 803	0	1 638 803
2024 - SCI Université Catholique de Lille Caution sur emprunt repris à la SCI TSO (rachat des immeubles JUNIA) Banque : BNP Paribas Emprunt de 4,5 millions d'euros : durée : 20 ans / caution de 100%	2 444 013	0	2 444 013

Avals, cautions et garanties reçus	31/08/2024	31/08/2023	Variation
2022 - Ville d'Issy-les-Moulineaux Cauton sur emprunt frais acquisition immeuble V-SO Banque : BANQUE des TERRITOIRES (CDC) Emprunt de 28,2 millions d'euros : durée : 50 ans / caution de 100%	28 200 000	28 200 000	0
2024 - REGION HAUTS DE FRANCE Cauton sur emprunt frais acquisition immeuble JUNIA Banque : BANQUE des TERRITOIRES (CDC) Emprunt de 14,16 millions d'euros : durée : 30 ans / caution de 50%	7 080 000	0	7 080 000
2024 - METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE Cauton sur emprunt frais acquisition immeuble JUNIA Banque : BANQUE des TERRITOIRES (CDC) Emprunt de 14,16 millions d'euros : durée : 30 ans / caution de 50%	7 080 000	0	7 080 000

### 7.3 Legs et donations en cours

Des dossiers de legs notariaux sont en cours au 31 août 2024 pour une valeur de 236K€.

### 7.4 Engagement reçu par la SCI 58 rue du Port

Par convention datée du 16 juin 2021, l'ICL a consenti un abandon de compte-courant de 1 400 000 € à la SCI 58 RUE DU PORT, détenue à 100%, dans le but de financer d'importants travaux d'extension. Cet abandon est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune, consistant en un fonds de roulement redevenu positif sous 5 ans. La situation est appréciée chaque année sur la base des comptes annuels de la SCI clos au 31 août, soit jusqu'au 31 août 2026 inclus.

## 8. Tableau des effectifs salariés

EFFECTIFS	31/08/2024	31/08/2023	Variation
ICL Les Facultés	884	833	51
ICL - PIKTURA	24	22	2
ESPACE CAMPUS 4.0	12	11	1
ICL - ESSLIL	36	38	-2
INSTITUT ETIENNE LECLERCQ	116	116	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 072</b>	<b>1 020</b>	<b>52</b>

Les effectifs correspondent aux effectifs physiques administratifs et enseignants (hors vacataires)

## 9. Autres informations

Dans le cadre de leurs mandats, les cabinets MAZARS et KPMG SA ont procédé à la révision des comptes en qualité de commissaires aux comptes. Pour l'exercice 2024, le montant de leurs honoraires est de 89 000 € HT.

Les produits d'exploitation du secteur lucratif sont de 10 805 521 € sur l'exercice 2024 contre 8 044 095 € sur l'exercice précédent.

Le résultat lié au secteur fiscal est de 590 086€ (y compris un crédit d'impôt recherche pour 211 849 €).